

International

DAECH : QUI COMMUNIQUERA VIVRA ? REGARDS SUR UNE COMMUNICATION DE GUERRE

Sébastien Gricourt

10/10/2017

Suite à l'échec militaire et au recul géographique considérable de Daech en Syrie et en Irak, Sébastien Gricourt décrypte et analyse la stratégie de communication mise en place par l'organisation terroriste et ce qu'elle révèle.

Lors de son sommet en Italie les 26 et 27 mai 2017, le G7 (au niveau des ministres de l'Intérieur) s'est accordé à « transformer les engagements en actions » de manière à lutter collectivement et efficacement avec l'industrie du numérique contre le terrorisme et la radicalisation. Ainsi, en dépit de toutes les annonces et initiatives de ces dernières années, les États peinent encore à empêcher la diffusion des contenus de la propagande du terrorisme djihadiste. L'organisation de l'État islamique (OEI) a démontré sa maîtrise des technologies et l'exploitation de ses failles. Alors que son règne de terreur sur un territoire physique est en passe de s'achever, sa communication survit et la diffusion de ses productions nous tient en alerte pour nous signifier que le « cadavre » bouge encore. Certes, cette existence virtuelle se combat en démontrant l'échec et l'inanité du projet politico-religieux et eschatologique de l'OEI. Mais la réalisation même du pseudo-califat suscite à la fois des possibilités de résurgence de la mouvance concurrente Al-Qaïda et de nouvelles vocations au terrorisme djihadiste aussi bien à l'intérieur que loin des théâtres syro-irakiens.

Quelques clés sur la communication de l'OEI

Depuis l'automne 2015, sous la pression de la Coalition internationale, l'OEI a été forcée par les circonstances à revoir progressivement son récit. Après son zénith de 2014-2015, époque où vaste réseau mondial centralisé autour du « calife » Abu Bakr al-Baghdadi privilégiait la propagande enchanteresse d'une gouvernance idéalisée dont l'utopie mythique avait attiré des milliers de combattants et de familles, l'OEI a dû graduellement accroître la production de contenus martiaux consacrés à un « État » en guerre.

Dans un enregistrement audio diffusé le 3 novembre 2016, et afin de préparer ses fidèles à la défaite, le chef de l'OEI minimisait l'importance de la ville de Mossoul, qui était pourtant sa capitale en Irak. Il ne mentionnait alors même pas la perte subie à la mi-octobre de la ville « mythique » syrienne de Dabiq, reprise par les rebelles soutenus par la Turquie, où était censée se tenir la dernière bataille d'avant la fin du monde.

En mars 2017, après cinq mois de bataille pour défendre Mossoul, l'OEI ne consacrait plus qu'un cinquième de sa propagande à l'idéal du « califat » et avait réduit près de la moitié de ses productions. Face aux offensives terrestres et aériennes de la Coalition internationale, dont elle déniait la réalité en 2014-2015, la propagande de l'OEI eut bien des difficultés à conserver comme ligne centrale un discours victimaire. Même si elle en fit de nouveau usage à partir du printemps 2017 en diffusant au grand jour de prétendus « crimes » commis par la Coalition contre la population civile, ce récit s'avérait moins approprié.

En effet, le paramètre de la victimisation propagée à l'excès se révèle problématique lorsqu'il s'agit désormais pour l'OEI de maintenir le moral de ses troupes combattantes, ses « vrais croyants », et non plus d'attirer de nouvelles recrues. Ces dernières étaient d'autant plus difficiles à convaincre que leurs mouvements vers le territoire contrôlé étaient fortement restreints, et que les populations locales sunnites libérées ou qui avaient pu fuir ne répondaient plus aux appels de l'OEI.

Mais la force de la communication de l'OEI est d'obliger le monde à s'opposer à l'idéologie qu'elle véhicule, avec la conviction qu'elle survivra à la perte des territoires du « califat » et suscitera de nouvelles vocations. Pour parvenir à ce dessein global et détourner l'attention des pertes de territoire, la communication de l'OEI opère sur plusieurs axes :

- privilégier les appels au djihad local dans les pays d'origine ;
- saturer les médias en revendiquant le plus d'attentats possible ;
- entretenir l'image d'une organisation (d'une « marque ») aux capacités offensives globales ;
- démontrer l'efficacité des attentats par l'impact économique sur les sociétés visées ;
- minimiser les défaites en affirmant qu'elles sont provisoires ;
- valoriser les enfants pour la relève ;
- affirmer une légitimité religieuse par rapport au chiisme et aux autorités et imams sunnites.

Malgré un déclin avéré depuis un an de la qualité de ses publications, l'OEI dispose toujours de ses vecteurs médiatiques online/offline, cryptés ou pas, qui relient un réseau virtuel de télévisions, de forums et de sympathisants, où les audiences n'ont aucune raison de mettre en doute la crédibilité de ses revendications.

Les analyses que les experts tirent des revendications de l'OEI – à l'instar de celle suite à la tuerie du 1^{er} octobre 2017 à Las Vegas et du double meurtre à la gare de Marseille le même jour – peuvent bien révéler des incohérences et l'affaiblissement général de ses capacités opérationnelles et de sa communication stratégique, et l'OEI peut bien perdre ses territoires : sa « puissance » n'est pas remise en cause dans un monde interdépendant où la guerre a adopté des formes hybrides plaçant le virtuel et l'image au cœur du sentiment de victoire. Les échecs ne nuisent pas à l'entretien du « label » Daech.

La revendication est devenue ainsi un acte (opportuniste) qui fait partie de l'attaque. Le traitement qu'en font ensuite les médias et les autorités a en effet parfois plus d'effets psychologiques sur les opinions publiques que l'attentat lui-même (selon son ampleur, bien entendu). L'OEI entretient ainsi l'idée qu'il constitue une menace globale par sa capacité à « inspirer » à l'extérieur et/ou « contrôler » depuis l'intérieur les attaques perpétrées au-delà du territoire syro-irakien.

Tendances récentes de la communication de l'OEI

Outre le recours renouvelé au discours victimaire lors des dernières semaines de la bataille de Mossoul à travers le prisme humanitaire (comme l'attestent les allégations de bombes au phosphore blanc qu'aurait utilisées la Coalition), il est intéressant d'observer comment l'OEI a tenté de réécrire le récit de cette défaite majeure qu'elle minimise. Ainsi en va-t-il de : la valorisation de la bravoure de ses combattants, peu nombreux face à l'ampleur des moyens coûteux déployés par la Coalition pour reprendre la ville ; l'explosion de l'émblématique mosquée al-Nouri le 22 juin 2017 par l'OEI qui accusa la Coalition, soit une semaine avant l'annonce par le Premier ministre irakien de la reprise totale de la ville le 29 juin, jour qui correspond à la création du « califat » annoncée en 2014 depuis le *minbar* de cette mosquée.

Malgré ses défaites stratégiques successives, l'OEI a maintenu sa propagande sur de (prétendues) victoires tactiques : dégâts causés par ses drones piégés ; attaques-suicides qui surviennent après de longs échanges de tirs, ce qui a un intérêt filmique en plus du nombre de victimes qu'elles provoquent (tactique des *inghimasi* reprise à Al-Qaïda) ; affirmation d'avoir tué 114 membres des Unités de mobilisation populaire, milices supplétives chiïtes d'Irak, lors de la bataille dans le fief de Tal Afar, perdue le 27 août par l'OEI en une seule semaine de combats.

La propagande de l'OEI sert autant à créer l'illusion de sa puissance qu'à détourner les regards de ses difficultés et de ses réduits territoriaux. Elle exploite ainsi la plupart des attentats à la bombe, attaques au couteau, au véhicule bélier, etc., et marque les opinions lorsqu'elle revendique le double attentat du 8 juin 2017 à Téhéran. Elle trouve aussi de la matière en images pour valoriser les

combats de groupes affiliés en Égypte, en Libye, au Yémen, en Afghanistan ou en Asie du Sud-Est. Dans cette dernière région, un groupe se revendiquant de l'OEI aura tenu la ville de Marawi aux Philippines près de cinq mois (notons la coïncidence du 17 octobre, date de la reprise à la fois de Raqqa et de Marawi).

L'OEI incite également au djihad en commentant certains événements géopolitiques, telles les tensions entre, d'une part, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis et, d'autre part, le Qatar (en accusant leurs politiques pro-occidentales de se retourner contre leurs monarchies « impies »), la révolte à Jérusalem fin juillet 2017 ou l'exode forcé des Rohingya au Bangladesh. Elle fait de même avec les grandes catastrophes, telles celles provoquées par les ouragans Harvey et Irma, décrits comme des punitions divines qui annoncent la fin du monde. Parfois, l'OEI se tait pour laisser croire que les faits avérés sont faux : par exemple, fin août, lorsque c'est bien le Hezbollah libanais, allié du régime syrien et de l'Iran, qui a assuré le retour en Syrie d'unités de l'OEI chassées par l'armée libanaise des contreforts frontaliers de la Bekaa.

Mais, outre ces tendances à présenter les défaites comme des victoires et à détourner l'attention vers d'autres théâtres d'opération, l'état de faiblesse des troupes de l'OEI apparaît dans d'autres aspects de sa communication. Tout d'abord, plusieurs messages ont tenté de vanter le moral de ses *moudjahidines*, comme lors de sermons à la fin du ramadan en juin 2017, alors même que des douzaines de soldats et de commandants s'étaient rendus aux Forces démocratiques syriennes (FDS) lors de la bataille de Raqqa lancée le 6 juin. La stigmatisation des désertions et tentatives de désertion des combattants étrangers, des tribus sunnites alliées aux FDS (essentiellement kurdes) et la création début août d'un bureau de conscription à Deir Ezzor pour tous les hommes âgés de 20 à 30 ans tout en encourageant aussi les 40-60 ans (stigmatisés face au « sacrifice » des plus jeunes) sont des indications objectives des difficultés de recrutement et du déclin du moral général.

L'évolution du rôle des femmes et des enfants dans les combats est une autre donnée significative. Sous couvert d'un débat prétendument théologique, Al-Qaïda avait déjà admis en son temps la possibilité pour les femmes de combattre pour des raisons tactiques (il leur était plus facile de pénétrer dans certaines aires), au lieu qu'elles soient cantonnées aux tâches domestiques et à la procréation. L'OEI a laissé des indices d'évolution de sa « pensée » sur cette question dans des publications de décembre 2016 et juillet 2017 qui encourageaient les femmes à combattre. De fait, même si l'OEI s'est bien gardé de les revendiquer et de faire de leurs auteurs des *chahids* (martyrs), on compte au moins 30 attaques-suicides commises par des femmes au cours de la bataille de Mossoul. Néanmoins, pour comprendre le décalage dans la réflexion de l'OEI en la matière vis-à-vis d'Al-Qaïda, il faut comprendre que, à la différence d'Al-Qaïda, l'organisation a offert aux femmes

dans son « califat » territorialisé et institutionnalisé de nouvelles possibilités d'y jouer un rôle sociétal.

Quant aux mineurs, pour saisir la difficulté que pose leur retour et leur (ré)insertion dans les pays d'origine, il faut appréhender l'ampleur de l'embrigadement qu'ils ont subi. De nombreuses vidéos promeuvent l'« éducation » de la future génération de djihadistes. Et, en cette année 2017, à mesure que les défaites s'accumulaient, ces productions de propagande n'ont fait que croître (en témoigne la série vidéo *Une nation fertile*). Début septembre, une vidéo vantait l'attentat-suicide commis par un enfant devant un commissariat en Algérie. Mais il n'y a là en réalité rien de nouveau. Le recours aux enfants pour ces « tâches » fut largement pratiqué dans le passé par les talibans, par des groupes palestiniens et, plus récemment et massivement, par Boko Haram en Afrique.

Lancée le 5 novembre 2016, l'opération « colère de l'Euphrate » aboutit le 17 octobre 2017 à la reprise totale de Raqqa par les FDS et la Coalition internationale. Cette défaite de l'OEI, qui se profilait depuis plusieurs semaines, voire depuis le lancement de l'opération de la Coalition en juin, n'a été accompagnée en termes de propagande que par des contenus militaires (incluant de nombreuses instructions sur l'usage des engins explosifs improvisés), des démonstrations de force (glorification du rôle des snipers, camps d'entraînement au Yémen), des appels à commettre des attentats dans le monde et des revendications d'actes terroristes.

Après s'être revendiquée comme un « État », l'organisation renvoie aujourd'hui l'image d'un groupe à nouveau d'insurrection, qui garde une dimension globale tout en se réorganisant dans la clandestinité sur une centaine de kilomètres en Syrie dans la vallée de l'Euphrate et, en Irak, dans la province frontalière d'Al-Anbar.

Défis de la stabilisation

Ainsi, après la perte en Irak de Tal Afar en août 2017, de Hawija le 5 octobre (où, d'après la Coalition internationale, mille terroristes se seraient rendus – information non attestée), la reconquête complète en cours de la province d'Al-Anbar (avec la reprise de la bande frontalière comprenant les localités de Rawa et du poste-frontière d'al-Qaïm, qui symboliquement mettra fin à l'illusion daéchienne de la suppression de la frontière dite « Sykes-Picot ») puis, en Syrie, la reprise probable de Deir Ezzor (zone de ressources pétrolifères la plus importante, où ont afflué des centaines de combattants dès l'offensive à Mossoul), l'OEI entend bien faire obstacle aux efforts intenses qui seront nécessaires pour reconstruire ces pays.

Il ne s'agit pas que d'efforts financiers internationaux pour la stabilisation, lesquels sont déjà

engagés (chantiers de déminage et de remise en état des infrastructures basiques), pour la gouvernance des zones libérées (conseils provisoires et multiethniques prédésignés) et pour la reconstruction, afin de permettre le retour des réfugiés et des personnes déplacés là où cela est possible. L'ampleur de la tâche sera tout autre pour s'accorder sur un agenda commun entre parties prenantes régionales et internationales, et en matière de réconciliation et de construction de modèles de gouvernance et de cohésion nationale.

En Irak, tout indique déjà que les antagonismes entre les représentants politiques chiïtes sur l'avenir du pays vont compliquer les élections législatives du printemps 2018. Ces dissensions entre chiïtes affaiblissent le pouvoir central et renforcent la place des milices chiïtes après leurs succès militaires avec l'armée irakienne, lesquels n'ont pas été accomplis sans exactions. De même, la question kurde et des aires disputées, revenue en force après le référendum (non reconnu) au Kurdistan du 25 septembre 2017 et la reprise le 16 octobre de Kirkouk par l'armée irakienne, ravive les conflits entre Kurdes et replace au premier plan la question de la cohésion territoriale du pays, laquelle aurait pu se bâtir sur la défaite de l'OEI.

Par ailleurs, chez les populations sunnites, les facteurs de frustration et de discrimination qui avaient poussé certaines tribus à pactiser avec l'OEI n'ont pas disparu et peuvent encore être l'objet de nouvelles instrumentalisations au profit d'une OEI renouvelée ou d'autres groupes terroristes, tel Al-Qaïda, également à l'affût des vulnérabilités intra-sunnites. Comme on va le voir pour la Syrie, Al-Qaïda s'efforce en effet de reprendre la direction d'une insurrection sunnite. Sur ce sujet, observons que la propagande de l'OEI avait tenté de s'inscrire dans l'histoire de l'origine de l'insurrection suite à l'intervention anglo-américaine de 2003.

En Syrie, les diverses puissances engagées ensemble contre l'OEI, séparément ou par groupes alliés interposés en fonction des zones d'opération, n'œuvrent pas sans frictions sur le terrain et dans les airs, comme en témoignent les accusations réciproques d'entraves que se lancent Moscou et Washington. Ces accusations ne sont que le prélude de tensions plus fortes à l'approche de la bataille de Deir Ezzor, où les principales parties sont suffisamment géographiquement proches pour y déloger l'OEI. Plus les fronts se rapprochent, plus ils obligent la Russie et les États-Unis à élargir le champ de leurs accords de déconfliction. Alors que, en octobre, Washington a placé les pasdaran, alliés du régime syrien, et donc de la Russie, sur sa liste noire des organisations terroristes, la Syrie pourrait bien créer des difficultés inattendues pour l'administration américaine, si celle-ci lui donne le sentiment de passer d'une posture anti-OEI à une posture anti-Iran.

Le partage des tâches, présenté comme accompli au nom de la lutte antiterroriste, ressemble fort

à une compétition d'influences dont la résistance pacifique et démocratique a largement fait les frais – souvenons-nous de la chute tragique des derniers quartiers d'Alep, occupés depuis par le régime syrien. Ce dernier reprend progressivement le contrôle dans les zones où les accords de désescalade sont appliqués, ce qui rend impossible le retour des réfugiés jugés proches de l'ancienne rébellion. De surcroît, Damas cherche à reprendre le contrôle sur tout le territoire, ce qui paraît illusoire. De leur côté, en dépit de leur contribution majeure dans la lutte contre l'OEI, les Kurdes ont compris que l'allié américain ne les laisserait pas étendre jusqu'à Raqqa leur projet politique autonomiste. La Turquie, en accord avec la Russie et l'Iran et contre l'avis de Damas, a lancé une troisième opération militaire en Syrie début octobre. Elle consolide ses positions dans le Nord-Ouest, en s'appuyant sur une partie de l'Armée syrienne libre – officiellement placée sous l'autorité du gouvernement intérimaire en exil – pour entraver la cohésion territoriale kurde et la gouvernance autonome de la Rojava par les Unités de protection du peuple (YPG, branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK). Officiellement, la Turquie affirme s'être positionnée dans le Nord conformément à l'accord de désescalade pour chasser les groupes proches d'Al-Qaïda à Idlib, où elle serait parvenue à négocier avec une partie d'entre eux.

En Syrie, l'organisation rattachée à Al-Qaïda (ex-Front Al-Nusra) avait subi d'importantes défections dans sa lutte « fratricide » avec l'OEI lors de la montée en puissance de celle-ci. Après un premier regroupement à l'été 2016 (Front Fatah al-Cham) pour se « normaliser » et se fondre dans la rébellion d'origine en affichant une prétendue rupture avec Al-Qaïda, la fusion avec d'autres groupes salafistes djihadistes a permis de regrouper à Idlib 30 000 combattants (Hayat Tahrir al-Cham). Les éléments les plus radicaux pourraient considérer que leur combat n'est pas pour maintenant. Saisissant l'occasion de rendre les armes dans le cadre de l'accord de désescalade, ils pourraient attendre le bon moment pour resurgir. La transition à venir est un contexte propice à l'exploitation des ressentiments et des frustrations des populations, au maintien d'une intransigeance face au régime à ce qui lui survivra ainsi qu'envers ses soutiens, notamment occidentaux. De fait, Al-Qaïda attend patiemment l'échec de l'OEI pour reprendre les rênes du djihadisme global.

Des déclarations ont récemment illustré ce qui se joue concernant la direction du djihadisme sunnite global. Le 14 septembre 2017, Hamza ben Laden, fils d'Oussama (28 ans), qui s'apprêterait à prendre le contrôle de l'organisation Al-Qaïda avec l'aide du dirigeant Ayman al-Zawahiri, a diffusé un appel audio appelant au djihad en Syrie contre l'Occident, ses alliés et les chiites (par cette dernière cible, il se différencie de manière essentielle de son père, mais elle correspond au pas franchi par l'OEI). Le 28 septembre, Abu Bakr al-Baghdadi, que des rumeurs en juillet disaient blessé, voire mort, diffusait à son tour un discours de 45 minutes pour « la défense des sunnites ».

Conclusion

Au final, nul ne sait avec certitude ce qui se passera après la « chute finale » de l'OEI. Mais il est probable que, après avoir produit des dizaines de milliers de produits de propagande, l'OEI maintiendra son existence virtuelle et trouvera son audience au-delà de sa défaite physique. Autre certitude : en plus de la survivance clandestine que nous venons d'évoquer dans deux pays confrontés à d'immenses défis, une dispersion des combattants de l'OEI est certaine. L'inquiétude est déjà grande au regard des foyers qui se recomposent sous les « labels » OEI ou Al-Qaïda dans la péninsule arabique, la zone sahélo-saharienne, en Asie du Sud-Est et en Asie centrale.

Mais, d'ores et déjà, suite à la défaite de l'OEI, on peut diviser ces djihadistes en trois catégories : ceux qui iront jusqu'au bout en Syrie et en Irak, notamment parce qu'ils sont originaires de ces pays ; les « apatrides » au service de tous les combats à venir (vraisemblablement en Égypte, Libye et Yémen) ; et ceux qui reviendront chez eux. Concernant ces derniers, qui comprennent les combattants et leurs familles, la difficulté pour nos sociétés, où ils constituent une menace potentielle, est de savoir et de pouvoir les traiter au cas par cas. Il faut en effet distinguer trois catégories parmi ces individus : ceux qui, partis vivre une aventure qui a tourné au cauchemar, sont sortis de leurs illusions ; ceux qui se sont désengagés de l'OEI mais ne se sont pas détournés de l'idée du djihad violent ; les opérationnels, qui représentent la première des menaces.

Ainsi, ni les actions militaires, sécuritaires, législatives, ni les actions entreprises par les GAFA contre les contenus terroristes ne suffiront à endiguer les menaces, car la mythologie du combattant connaît suffisamment de contextes géopolitiques pour rester un « modèle ». Les ressorts qui incitent des jeunes musulmanes (et demain des extrêmes droites ou gauches ?) à rejoindre de tels projets nihilistes demeurent puissants, et l'OEI a excellé à les manipuler. Cette organisation terroriste oblige nos sociétés à repenser le monde, nos modèles du vivre-ensemble et de la résilience, l'identité (thématique primordiale des jeunes arabes) et les perceptions qu'engendrent nos actions à l'intérieur et à l'extérieur de nos pays. Ce sont là de vastes chantiers en perspective pour les forces progressistes et d'ouverture. Rester humain face à la barbarie pourrait bien devenir un défi de ce siècle.

Note rédigée au titre des activités passées de l'auteur au sein de la cellule communication de la Coalition internationale contre Daech.